

MAIRIE LES DEUX ALPES
48 avenue de la Muzelle
38860 - LES DEUX ALPES

DELIBERATION CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 26 novembre 2018

N° 2018-228

L'an deux mille dix-huit, le 26 novembre, à 20h00,

Le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 21 novembre 2018, s'est réuni en session ordinaire en mairie, sous la présidence de M. Stéphane SAUVEBOIS.

Présents : M. Stéphane SAUVEBOIS, Maire, M. Pierre BALME, maire délégué, Agnès ARGENTIER, Jean-Noël CHALVIN, adjoints, BALME Michel, BEL Florence, BISI Jean-Luc, CASSEGRAIN Nicolas, CHOPARD Laurence, DEBOUT Stéphanie, DEVAUX Jean-Pierre, DODE Maryvonne, FAURE Estelle, FOURNIER Jean-Luc, GIRAUD Laurent, LESCURE Hervé, MARTIN Jocelyne, MOREAU Françoise, POIROT Fabien, ROY Sylvie, conseillers municipaux.
Absents : Maurice ARLOT, Romain CHARREL, Emmanuel DURDAN, BOURGEAT Delphine, LESCURE Magali, GUIGNARD Thierry.

Pouvoirs : Guylaine BARBIER donne pouvoir à Jean-Noël CHALVIN
Catherine GONON donne pouvoir à Laurence CHOPARD

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a été procédé à la nomination des secrétaires de séance pris au sein du conseil :

Mme Françoise MOREAU et M. Jean-Luc BISI ayant obtenu la majorité des suffrages, ont été désignés pour remplir ces fonctions qu'ils ont acceptées et conformément à l'article L.2121-18 du même code, la séance a été publique.

DOMAINE : COMMANDE PUBLIQUE – 1.4 – Autres contrats
OBJET : convention de mise en fourrière des véhicules terrestres

VU le Code de la route, notamment les articles L325-1 à L325-13 et R325-12 à R325-46 ;
VU l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles ;
VU le projet de convention ci-annexé.

Monsieur le maire expose à l'assemblée que certaines infractions au code de la route (notamment aux règles de stationnement) peuvent entraîner la mise en fourrière du véhicule.

Pour pouvoir faire enlever le véhicule en infraction, la commune doit conventionner avec un garage agréé car elle ne dispose pas sur son territoire de locaux adaptés pouvant organiser une fourrière pour véhicules.

Cette convention formalisera les obligations du prestataire (enlèvement et mise en fourrière, aliénation et destruction des véhicules terrestres) auprès duquel le propriétaire du véhicule devra s'acquitter du paiement des frais de transport et de garde en fourrière.

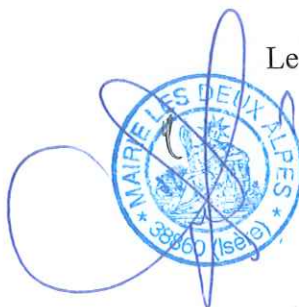
En revanche, pour les véhicules dont le propriétaire est inconnu ou défaillant et dont la valeur marchande est nulle, une somme forfaitaire de 140 € par véhicule restera à la charge de la commune.

Monsieur le maire propose de retenir la société de remorquage « RELAIS DE L'OISANS », sise Zone Artisanale du Messidor, 38320 VIZILLE et demande à l'assemblée de l'autoriser à signer la convention.

Le conseil municipal ayant entendu cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents:

- **APPROUVE** la convention avec l'entreprise « RELAIS DE L'OISANS »,
- **AUTORISE** le maire ou son délégué à signer ladite convention.

Fait et délibéré en séance, les jour et mois que dessus. Au registre sont les signatures.



Pour extrait conforme,
Le maire, Stéphane SAUVEBOIS



48 AVENUE DE LA MUZELLE
38860 LES DEUX ALPES

CONVENTION

ENLEVEMENT ET MISE EN FOURRIERE, ALIENATION ET DESTRUCTION DES VEHICULES TERRESTRES

Entre les soussignés :

Le Maire de la commune Les Deux Alpes, agissant au nom et pour le compte de la commune, en application de la délibération n°2018- du conseil municipal en date du

D'une part,

Monsieur Stéphane PIC, gérant de l'entreprise RELAIS DE L'OISANS, sise Zone Artisanale du Messidor 38220 VIZILLE, inscrite sous le numéro 34779885200021 au registre du commerce de Grenoble,

D'autre part,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet de déterminer les obligations réciproques des parties dans le fonctionnement de l'enlèvement, du transport, du stockage, de la garde des véhicules terrestres :

- 1) Mise en fourrière conformément aux dispositions de l'article R.325-12 du code de la route.
- 2) Mise en fourrière conformément aux dispositions du décret n°72-824 du 6 septembre 1972 portant application de l'article 3 de la loi n°70-1301 du 31 décembre 1970 (véhicules abandonnés sans droit dans les lieux publics ou privés, où ne s'applique pas le code de la route.

ARTICLE 2 - DUREE DU CONTRAT – RENOUELEMENT

Le présent contrat est conclu pour une durée d'un an à dater du **1^{er} Novembre 2018** et sera renouvelé par tacite reconduction.

Il pourra être résilié à la demande de l'une des parties, par lettre recommandée avec avis de réception, adressée trois mois avant sa date anniversaire.

ARTICLE 3 - OBLIGATION DE L'ENTREPRISE CONTRACTANTE

L'entreprise s'engage, sur l'ensemble du territoire de la Commune de Les Deux Alpes :

- A enlever en vue de leur stockage, de leur aliénation ou de leur destruction à la demande de l'autorité publique contractante ou des officiers de police judiciaire territorialement compétents ou de l'agent de police municipale chef de poste ou occupant ses fonctions, des véhicules qui leur seront désignés, quel que soit le lieu, dès lors que celui-ci est accessible sans difficulté majeure, et quel que soit leur état.
- A effectuer cet enlèvement dans le délai maximum de deux jours à compter de la demande d'intervention.
- A adresser à la Préfecture de l'Isère, 1^{ère} Direction, 2^{ème} Bureau, service de la circulation, dès la destruction complète du véhicule dans le délai maximum de trois mois, à compter de la date de stockage, le certificat d'immatriculation revêtu de la mention « détruit » ou, si elle n'a pu entrer en possession de ce titre, une attestation certifiant cette impossibilité. L'un ou l'autre de ces documents sera accompagné d'une attestation de destruction dûment remplie.
- Les opérations d'enlèvement et de transport se feront aux risques et périls de l'entreprise, qui devra faire appel à un personnel et à un matériel suffisants pour que l'enlèvement puisse être effectué dans un délai de deux heures imparti.

ARTICLE 4 - DROITS DE L'ENTREPRISE CONTRACTANTE

En contrepartie de ses obligations, l'entreprise a le droit de réclamer au propriétaire des véhicules mis, sur la demande de l'autorité publique, en fourrière sur son chantier, le paiement des frais de transport et de garde en fourrière, conformément aux dispositions de l'arrêté du 18 août 1996.

Lorsque le propriétaire est inconnu ou défaillant et que la valeur marchande du véhicule est nulle, elle recevra de la collectivité contractante, pour une **somme forfaitaire de 140 €**.

La personne qui ordonne la mise en fourrière est tenue de missionner un expert dans les trois jours suivant la réquisition.

Les véhicules en bon état, non retirés de la fourrière par leur propriétaire à l'expiration du délai fixé par l'article L.325-7 du code de la route, seront réputés abandonnés et remis au service des Domaines pour aliénation, conformément à l'article L.325-8 du code de la route et au décret n°72-823 de septembre 1972.

ARTICLE 5 - MODALITES DES OPERATIONS

Les véhicules dont la mise en fourrière est décidée, conformément aux articles R325-12 et R325-19 du code de la route et de l'article 3 de la loi du 31 décembre 1970 seront enlevés sur réquisition contractante par l'entreprise et stockés sur son chantier.

Ces véhicules seront immédiatement et au plus tard à l'expiration d'un délai de trois jours, examinés par un Expert.

L'Expert classera les véhicules dans l'une des trois catégories ci-après :

- 1) Véhicules qui peuvent être retirés en l'état par les propriétaires ;
- 2) Véhicules qui nécessitent des travaux reconnus indispensables avant d'être rendus à leurs propriétaires, l'Expert déterminera la nature des travaux à effectuer ;
- 3) Véhicules qui selon l'Expert doivent être livrés à la destruction conformément à l'article L325-7 du code de la route ;

En cas de désaccord sur l'état du véhicule, le propriétaire a la faculté de requérir à ses frais, le concours d'un second Expert.

La main levée de la mise en fourrière et la restitution des véhicules à leurs propriétaires devront s'effectuer dans les conditions prévues aux articles L325-6, L325-9, L325-10 et R325-30, R325-31 et R325-38 du code de la route, sous réserve du paiement à l'entreprise contractante des frais exigibles, définis à l'article 5 ci-dessus.

Lorsque des réparations auront été imposées par l'Expert, la restitution ne pourra avoir lieu que lorsque le propriétaire aura présenté une facture acquittée, établie par le réparateur, certifiant l'exécution des travaux prescrits en application de l'article R325-30/2° du code de la route.

Une autorisation provisoire de sortie pourra être éventuellement accordée dans le cadre de l'article R325-6 du code de la route par l'autorité qui a décidé la mise en fourrière, pour permettre au réparateur de procéder aux réparations nécessaires préconisées par l'Expert. Le cas échéant, une vérification de bonne exécution des travaux sera effectuée afin de déterminer si le véhicule est en état de circuler dans les conditions normales de sécurité.

Les véhicules en bon état, non retirés de la fourrière par leur propriétaire à l'expiration du délai fixé par l'article L325-7 du code de la route, seront réputés abandonnés et remis au Service des Domaines pour aliénation, conformément à l'article L325-8 du code de la route et du décret n°72-823 du 06 septembre 1972.

ARTICLE 6 - TARIFS DE MISE EN FOURRIERE ET FRAIS D'EXPERTISE

- Frais de mise en fourrière : 142.50 € TTC
- Frais de gardiennage : 6.23 € TTC par jour
- Frais d'expertise : Avis d'expert
- Frais de destruction : 30.09 € TTC par véhicule

Pour les véhicules de plus de 1.8 tonne, le tarif sera majoré de 25%.

ARTICLE 7 – RESILIATION DU CONTRAT

Le Maire de la commune contractante aura le droit de prononcer la résiliation du contrat dans les cas suivants :

- Si l'entreprise agréée néglige ses obligations ;
- Si ladite entreprise ne se conforme pas aux dispositions du présent contrat ;
- Si elle venait à être déclarée en état de liquidation judiciaire ou de faillite ;
- A expiration ou suppression de l'agrément ;

La résiliation ainsi prononcée pour l'un de ces motifs ne nécessitera aucune mise en demeure préalable. Elle sera simplement notifiée au propriétaire de l'entreprise défallante et ne pourra donner lieu à aucun recours, ni indemnité.

ARTICLE 8

L'une ou l'autre, voire les deux parties contractantes, ont la possibilité, si elles le désirent, de faire procéder à leurs frais, à l'enregistrement du présent contrat.

Fait à Les Deux Alpes, le

Stéphane SAUVEBOIS

Maire de Les Deux Alpes

Maire délégué de Mont de Lans



Stéphane PIC

Exploitant agréé